

Nkurunziza poursuit sa marche obstinée et folle vers la confiscation du pouvoir

Le Pays, 13/05/2015 Lancement de la campagne de Nkurunziza : La stratégie du fait accompli Ce mercredi 13 mai s'ouvre, en principe, à Dar-es-Salam en Tanzanie, un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sur le Burundi, à l'effet d'enrayer la crise politique. Sans préjuger des résultats sortiront, on peut être tenté, au regard du fait que la plupart de ceux qui vont y participer, ne sont pas des exemples en matière de démocratie, de dire que ce sommet sera sans suite.

Il le sera d'autant plus que Pierre Nkurunziza a déjà parcouru une grande partie du chemin qui doit le conduire vraisemblablement vers un 3e mandat à la tête du Burundi. Il donne ainsi l'impression de vouloir mettre tout le monde devant le fait accompli. En effet, depuis qu'il a été désigné candidat par son parti, le CNDD-FDD, pour briguer la magistrature suprême en juin prochain, l'homme semble être dans une logique consistant à précipiter les choses. D'abord, en un temps éclair, la Cour constitutionnelle a jugé recevable sa candidature pour un 3e mandat dans les circonstances que l'on sait. Ensuite, sa candidature a été déposée à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de manière on ne peut plus furtive. Enfin, il a été le premier parmi les candidats déclarés, à lancer sa campagne. L'impression générale qui se dégage à propos de l'enchaînement de tous ces actes, est que les semblent faites à larobote et ce, dans un climat marqué par la violence policière, les manifestations au quotidien des anti-3e mandat et la désapprobation de l'Union africaine (UA) et de certaines chancelleries occidentales. Au nombre de ces dernières, on peut citer les USA, l'Union européenne (UE), la Suisse et les Pays Bas. A ces pays, on peut l'ancienne puissance coloniale du Burundi, la Belgique qui vient de suspendre le versement de 2 millions d'euros d'aide au pays. Tous demandent à l'homme fort de Bujumbura de reporter les élections parce qu'ils estiment, à l'ailleurs, que les conditions pour un scrutin apaisé, ne sont pas réunies. Mais pour Pierre Nkurunziza, il n'est rien. C'est pourquoi il poursuit, imperturbable, sa marche obstinée et folle vers la confiscation du pouvoir. L'homme fort de Bujumbura pourrait avoir deux fers au feu pour contourner éventuellement toutes ces difficultés pour atteindre ses objectifs. Ce faisant, il court le risque non seulement de priver le Burundi de l'accompagnement financier de la communauté internationale pour la tenue de la présidentielle, mais aussi d'amener l'opposition à adopter aussi les stratégies de lutte susceptibles d'empêcher le bon déroulement de la campagne. Mais Pierre Nkurunziza semble n'avoir cure. Ce qui nous amène à soutenir l'hypothèse selon laquelle, l'homme fort de Bujumbura pourrait avoir deux fers au feu pour contourner éventuellement toutes ces difficultés pour atteindre ses objectifs. Le premier fer qu'il a au feu, c'est celui qui consiste à faire appel à certains pays, pour lesquels l'aide n'est pas liée à l'état de la démocratie. Nkurunziza sait qu'il peut compter, solidarité entre dictateurs oblige, sur la plupart des pays de l'Afrique centrale pour relever le défi du financement de la présidentielle. Nkurunziza pourrait travailler à un pourrissement général de la situation afin de rendre impossible la tenue de la présidentielle. Les dirigeants de ces pays aideront d'autant plus allégrement qu'ils savent que le combat que Pierre Nkurunziza mène de manière forcée contre la démocratie au Burundi, est aussi le leur. Un autre élément en rapport avec le premier, pourrait consister à en appeler au « patriotisme » des Burundais afin qu'ils consentent des sacrifices au nom de la souveraineté nationale, pour permettre au scrutin de se tenir. Le deuxième fer au feu de Nkurunziza pourrait consister à travailler à un pourrissement général de la situation afin de rendre impossible la tenue de la présidentielle. En bon dictateur, cela ne le gênerait pas de jouer les prolongations, comme il a déjà fait avant lui, Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. Cela dit, le monde entier doit se mobiliser pour sauver le peuple burundais en contraignant Nkurunziza à renoncer hic et nunc à sa forfaiture. L'UA, plus que les autres, qui a déjà eu le toupet de dire haut et fort que le 3e mandat de Nkurunziza est anticonstitutionnel, est interpellée, parce que dans la crise burundaise, elle est en train de jouer sa crédibilité. Pousdem PICKOU